

Pass sanitaire à perpet' : l'OMS publie un guide pour la certification électronique de la vaccination



[Source : Russie politics]

Par Karine Bechet-Golovko

Le 27 août, l'OMS vient de sortir un guide très révélateur pour notre avenir concernant la certification électronique de la vaccination, à l'heure de l'éternelle pandémie du Covid. Ce guide global prévoit notamment la possibilité d'élargir le suivi électronique à d'autres vaccinations et incite tous les pays membres à y recourir, à des niveaux différents en fonction de la réactivité de leur population. Bref, si l'on se soumet, l'on arrive à *Pass sanitaire for ever* ! Le « nouveau monde » met en place ses instruments.

L'OMS, qui a vu sa fonction gouvernante décuplée grâce à la crise du Covid, prévoit de faire perdurer son pouvoir au-delà des risques de disparition ou d'apparition d'un virus ou d'un autre. L'intérêt étant bien le transfert des mécanismes de gouvernance à un niveau surpa-étatique, système dans lequel les Etats ne sont que des structures d'exécution. Ainsi, un guide concernant la généralisation et la pérennisation de la certification électronique des vaccins, au-delà de celui contre le Covid, a été publié ce 27 août par l'OMS [Ndlr : [Téléchargement automatique](#)] :

WHO-2019-nCoV-Digital-certificates-vaccination-2021.1-engTélécharger

Selon le document lui-même, en plus des « experts » de l'OMS, il a mis à contribution, notamment, des personnes venant de la Banque mondiale (l'on appréciera la dimension sanitaire), de PATH (une organisation globale axée sur « l'équité sanitaire » et « l'innovation » financée à plus de 20% par le Gouvernement américain et à plus de 50% par des Fondations, dont Bill Gates, Bloomberg ou Open society de Soros), l'Organisation internationale de l'aviation civile, la direction générale pour la santé et la sécurité alimentaire de la Commission européenne, le ministre de la Santé de Nouvelle-Zélande, la direction générale de la communication et des technologies de la

Commission européenne, le cabinet juridique Ernst and Young, SNOMED International (organisation internationale d'élaboration des normes de terminologie de la santé – bref, en charge de l'élaboration de la Novlangue sanitaire), le ministère canadien responsable de la politique de l'immigration et des réfugiés (question, comme nous le voyons aujourd'hui en France, effectivement et étrangement liée au Covid), des universités, des groupes technologiques, etc. Et en dernière phrase des remerciements, l'on trouve ceci :

« *This work was funded by the Bill and Melinda Gates Foundation, the Government of Estonia, Fondation Botnar, the State of Kuwait, and the Rockefeller Foundation.* »

[« Ce travail a été financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, le gouvernement estonien, la Fondation Botnar, l'État du Koweït et la Fondation Rockefeller. »]

Sans commentaire.

En introduction, l'on apprend qu'il s'agit d'un guide intermédiaire pour que les pays aient une approche globale dans ce contexte changeant – pourtant, pas très changeant depuis deux ans ...

« *The current document is written for the ongoing global COVID-19 pandemic; thus, the approach is architected to respond to the evolving science and to the immediate needs of countries in this rapidly changing context; for this reason, the document is issued as interim guidance. The approach could eventually be extended to capture vaccination status to protect against other diseases.* »

[« Le présent document a été rédigé pour la pandémie mondiale de COVID-19 en cours. Ainsi, l'approche est conçue pour répondre à l'évolution de la science et aux besoins immédiats des pays dans ce contexte en mutation rapide. Pour cette raison, le document est publié à titre d'orientation provisoire. L'approche pourrait éventuellement être étendue à la saisie du statut vaccinal pour la protection contre d'autres maladies. »]

Donc, les pays n'ont pas de « besoin immédiat » de soigner cette maladie, ils ont un « besoin immédiat » de mettre en place un certificat électronique de vaccination, qui pourra être étendu à d'autres maladies en cas de besoin. Et quand il y a une volonté, l'on trouve un besoin.

Pour rester dans le *monde bisounours*, il est bien expliqué que ce n'est qu'un instrument permettant d'établir électroniquement l'existence d'une vaccination. Si c'est un instrument c'est neutre. Certes... cela met donc en place les « simples » instruments du nouveau monde, monde de surveillance. Un monde qui a besoin de l'électronique pour réaliser son fantasme. Et d'une excuse morale pour le faire passer – le culte sanitaire.

Et quelques phrases plus loin, l'on voit déjà apparaître l'incitation, notamment pour les voyages :

« Furthermore, in response to the IHR EC advice to the Secretariat, WHO is actively working to update the design of the ICVP to accommodate the COVID-19 status of travelers, including vaccination, history of infection, and test results consistent with the DDCC:VS specifications. In relation to the ICVP, The IHR EC furthermore recommends States Parties "recognition of all COVID-19 vaccines that have received WHO Emergency Use Listing in the context of international travel. In addition, States Parties are encouraged to include information on COVID-19 status, in accordance with WHO guidance, within the WHO booklet containing the International Certificate of Vaccination and Prophylaxis; and to use the digitized version when available."

[« De plus, en réponse à l'avis du CE RSI au Secrétariat, l'OMS travaille activement à la mise à jour de la conception de l'ICVP pour prendre en compte le statut COVID-19 des voyageurs, y compris la vaccination, les antécédents d'infection et les résultats des tests conformes aux spécifications DDCC:VS. En ce qui concerne l'ICVP, le CE RSI recommande en outre aux États membres « la reconnaissance de tous les vaccins COVID-19 qui ont reçu la liste d'utilisation d'urgence de l'OMS dans le contexte des voyages internationaux. En outre, les États membres sont encouragés à inclure des informations sur le statut de COVID-19, conformément aux directives de l'OMS, dans le livret de l'OMS contenant le Certificat international de vaccination et de prophylaxie ; et à utiliser la version numérisée lorsqu'elle est disponible. »]

L'instrument n'est plus si neutre, il a déjà des implications liberticides. Mais au nom de la santé, Amen ! L'illusion de la neutralité de la technologie est très utile pour construire tout système de gouvernance – qui a justement besoin de mettre en place ses propres instruments pour fonctionner.

Et cette dérive est parfaitement établie dans ce Guide, qui pose bien deux buts – établir l'acte de vaccination dans le cadre de la politique vaccinale classique et surtout, en ce qui intéresse l'actualité, prouver la vaccination dans un but qui n'a rien de sanitaire :

« 2. PROOF OF VACCINATION: Vaccination records can also provide proof of vaccination status for purposes not related to health care.»

[« 2) PREUVE DE VACCINATION : les carnets de vaccination peuvent également fournir une preuve du statut vaccinal à des fins non liées aux soins de santé. »]

Ainsi est donné l'instrument d'apartheid sanitaire. L'utilisation va dépendre, selon ce Guide, de la « maturité sociale » du pays, autrement dit, la population est-elle ou non prête à cette surveillance. Quoi qu'il en soit,

ce certificat électronique doit être mis en place par chaque pays membre de l'OMS, de manière différente en fonction de la situation spécifique du pays, de la population. Nous voyons, par exemple, qu'en Russie, le rejet massif conduit à plus de prudence de la part des pouvoirs publics, moins intégrés dans la globalisation et dépendant encore de l'opinion nationale.

Techniquement, vous trouverez tous les détails dans le Guide, disponible ici en anglais.

Les gens ont le droit de se vacciner avec des produits récents. Chacun a le droit de faire son choix. Mais personne ne peut, dans une société qui respecte l'homme dans son humanité, conditionner l'accès à la vie sociale à un vaccin, dont aucun recul ne permet de déterminer les effets secondaires.

Soigner la population est une obligation pour tout pays qui se respecte et qui respecte sa population. *La prise en charge médicale ne peut se réduire, dans un pays civilisé, à la vaccination obligatoire de tous avec un produit à peine sorti des labos et l'enfermement des personnes malades, sans soins adaptés.*

Et n'oubliez pas, que tout système totalitaire se met en place grâce à la passivité des populations.